

Heureusement, d'autres choix sont possible !

Le gouvernement poursuit sa politique régressive en abîmant les services et les biens publics - mais aussi nos industries - au profit de cette finance qui capte les richesses créées par le travail. Le Projet de Loi de Finances 2024 en est la preuve et confirme la démarche engagée depuis 2017 : baisse de la fiscalité des grandes entreprises et des contribuables les plus fortunés, au détriment des ménages les plus modestes, des collectivités locales et des services publics.

Aux Finances et ailleurs TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 13 OCTOBRE 2023

Chaque année, 200 milliards d'euros d'aides publiques fiscales ou sociales sont données aux entreprises sans aucun contrôle ni contrepartie. Il convient d'évaluer les exonérations et crédits d'impôt dont bénéficient entreprise et particuliers et supprimer ceux qui seront jugés inutiles.

Il est également possible de réorienter les aides aux activités carbonées, notamment impliquant les énergies fossiles, vers des activités non-polluantes (67 milliards).

Une réforme fiscale d'ampleur est nécessaire, incluant la fiscalité environnementale. Il faut une réforme globale et cohérente de la fiscalité qui fasse contribuer davantage ceux qui ont plus de moyens en étant progressive et intégrant les enjeux environnementaux.

La lutte contre la fraude, avant tout de la part des entreprises, doit être renforcée. Cela passe évidemment par des recrutements des effectifs dédiés allant bien au-delà des annonces de contenues dans le plan Attal de lutte contre la fraude, aussi bien au ministère de l'économie et des finances que dans les établissements financiers semi-publics chargés de contrôle (Banque de France, caisse des dépôts et consignation, juridictions financières...)

Fort-es de la mobilisation historique pour les retraites, nous sommes déterminé-es, uni-es dans une intersyndicale à l'offensive pour gagner des droits en faveur du monde du travail.

Que ce soit à Bercy, à l'heure où plusieurs négociations sont à l'ordre du jour, sur la Protection Sociale Complémentaire, sur le plan handicap, sur l'égalité Femmes/Hommes, ou indemnitaires, ou que ce soit dans les établissements semi-publics où de nombreuses Négociations Annuelles Obligatoires sont en cours, **c'est le moment de faire entendre notre voix et porter haut nos revendications.**

Pour nos salaires

Pour l'égalité

Pour nos services publics

Pour l'environnement

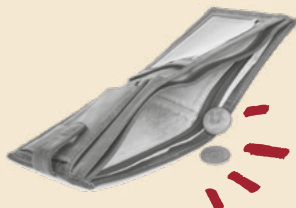
Pour nos retraites

Pour nos droits

PLACE À LA MOBILISATION !



CHERCHEZ L'ERREUR !



Depuis 2022, la hausse des profits est responsable de

45 %

de l'inflation, le reste provient des coûts de l'énergie et des matières premières

(Source : FMI)



3890 personnes en France détiennent

+ DE 100 MILLIONS DE \$

et

82 ont plus de

500 MILLIONS

Au 1^{er} trimestre 2023, les profits des entreprises agroalimentaires ont progressé de 18 % pour s'établir à

7 MILLIARDS D'€



142 MILLIARDS D'€

de bénéfices en 2022 pour les entreprises du CAC 40



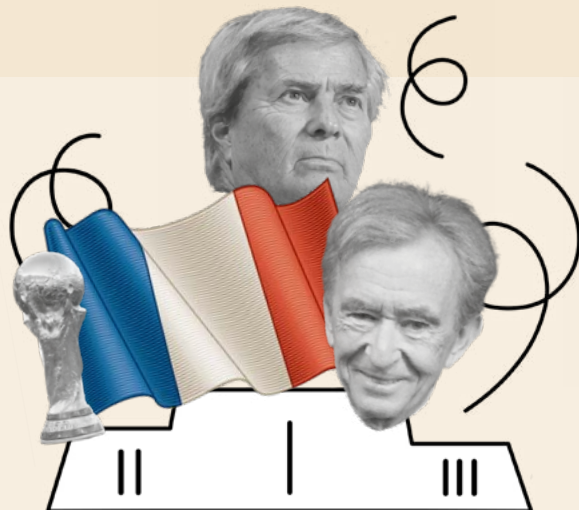
Suite à l'inflation, presque

LA MOITIÉ

des personnes gagnant autour du smic sautent

UN REPAS PAR JOUR

(Source : études IFOP)



Le nombre de millionnaires baisse partout... sauf en France ! La France est sur le podium des pays du monde qui en comptent le plus :

2,8 MILLIONS



Entre 2010 et 2023, le salaire brut horaire réel a baissé de

3,7 %

tandis que les profits ont augmenté de

45,6 %



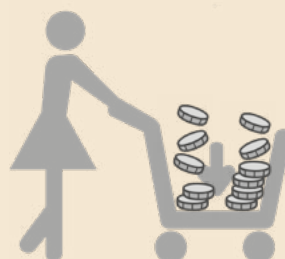
Dans le monde, les plus grandes entreprises ont versé plus de

560 MILLIARDS DE \$

de dividendes au 2nd trimestre 2023.

La France compte 30 % des dividendes reversés en Europe soit

46 MILLIARDS D'€



200 MILLIARDS

d'aides sont données aux entreprises sans contrepartie chaque année

POUR SE SYNDIQUER :

